

## Un commun émergent ? Le site du Cameroun

Laurence Boutinot et Philippe Karpe.

### INTRODUCTION

Le **concept de commun** fait l'objet d'une intense production scientifique contemporaine. Il semble que, au-delà de l'alternative à l'État et au marché qu'il représente, il invite à interroger les conséquences sociales produites au cours de ces dernières décennies du fait de nos modèles de croissance économiques mais aussi écologiques. En sociologie, le commun rappelle les valeurs de justice et d'égalité<sup>17</sup> et devient un nouveau moyen pour penser le rapport social. À travers le cas d'étude du Cameroun que nous présentons ici, nous aborderons qualitativement la notion de commun comme une interrogation sur la (re)construction du lien social et politique entre les usagers d'une ressource forestière que les modalités d'accès, d'exploitation et de gestion ont différenciés, voire mis en concurrence. La **localisation** (1) du commun ne se substitue pas à la question de son échelle géographique ni à celle de sa superficie. Il s'agira pour nous de poser la question de son **échelle sociologique**, à savoir celle qui donnerait à voir les contours d'une « communauté », en tant qu'ensemble d'acteurs qui se caractérise par la nature des liens que ceux-ci tissent à travers leur pratique d'usage d'un territoire. La **maturité** (2) de ce commun n'apparaîtra qu'à travers la compréhension de la nature de ces liens sociaux et des relations sociales qui se créent dans la pratique. Ces liens et relations sont à la fois d'ordre matériel, économique, mais aussi politique, voire subjectif. **Les ressources et leur statut juridique** (3) sont, d'une part, les ressources forestières en tant qu'espace-temps, lieu de vie et de production de produits de subsistance et, d'autre part, des territoires juridiquement définis, délimités, réglementés. Autour de ce commun et de cette ressource, viennent s'articuler **des partenaires** (4) dont l'action donne à voir, autorise ou contrarie la constitution d'un commun. Car cette entité nouvelle est en construction continue tel un processus dont la dimension hypothétique reste présente. Implicitement ou explicitement ce commun en construction rencontre des **menaces** (5) à son émergence et, partant, à son maintien. Ces menaces sont de plusieurs ordres, à la fois internes et externes. Mais **l'émergence, le maintien, le renforcement ou la disparition du commun** sont à lire à travers des enjeux nationaux et internationaux (6) dont la connaissance est à considérer dans une orientation prospective.

<sup>17</sup> Ou d'inégalités (Minard, 2014).

## I. LOCALISATION

Notre cas d'étude se situe dans la région du Sud-Est du Cameroun. Mindourou, chef-lieu de l'arrondissement de Dja, est un village-rue, un gîte d'étape entre Lomié et Abong-Mbang, créé pendant la colonisation. La région se caractérise par son important couvert forestier et son faible peuplement. En effet, avec 771 755 habitants pour 1 090 200 km<sup>2</sup>, la région compte une faible densité de peuplement (7,1 habitants/km<sup>2</sup>). Trois cantons composent l'arrondissement de Dja : Badjoué (2 145 habitants), Djem, (2 191 habitants) et Mpoubieng (2 606 habitants). À cela s'ajoutent neuf campements de Pygmées Baka répartis le long de la route. L'arrondissement couvre une superficie de 3 160 km<sup>2</sup> et compte un peu plus de 10 431 personnes au recensement de 2005, soit une densité de peuplement de 3,3 habitants/km<sup>2</sup>, une des plus basses du pays. Toutefois, les données de recensements de 2015, relevées à la mairie, estiment aujourd'hui à 18 000 habitants la population de cette sous-préfecture. Soit une forte augmentation en dix ans qui modifie les densités et leur répartition (127 habitants/km<sup>2</sup> dans l'agglomération rurale). Cette augmentation est en majeure partie due à l'arrivée des ouvriers et employés de la société forestière qui s'est implantée en 1997 et qui a démarré ses activités d'exploitation progressivement à partir des années 2000. La répartition de la population se présente ainsi, selon les données de la société forestière (FSC, 2009) : 55 % de population Bantou (Badjoué, Djem, Mpoubieng) , 15 % Baka , 30 % groupes extérieurs (ouvriers).

Son économie repose sur de petits commerces qui alimentent une clientèle locale mais surtout de passage (chauffeurs de grumiers), sur l'agriculture paysanne et l'exploitation du bois (Boutinot et *al.*, 2016). La population active se distribue entre 22 % dans le tertiaire (la mairie et administration), 30 % dans le secondaire (la société forestière) et 48 % dans le primaire. Cette agglomération rurale est dotée d'un certain nombre de services liés à son statut décentralisé : mairie, gendarmerie, sous-préfecture, écoles, un lycée, un collège d'enseignement technique, deux auberges, les bâtiments de la société forestière, une usine. Il existe aussi un dispensaire, mais excentré et peu doté en ressources humaines. Mindourou s'équipe depuis peu (2016) en électricité rurale solaire et dispose d'une pompe à eau au centre et un château d'eau à Ampel<sup>18</sup>, dans le village du maire. Malgré les richesses produites, c'est une région dont 78 % de la population est considérée pauvre selon l'Indice du développement humain.

Les ressources forestières font l'objet d'un découpage en diverses entités spatiales et juridiques, depuis la loi forestière de 1994. Il existe à Mindourou trois forêts communautaires (moins de 5 000 ha), une forêt communale en partage avec la commune de Messaména plus à l'ouest, 388 948 ha d'unités forestières d'aménagement (UFA), un espace villageois le long de la route et une partie de la réserve de biosphère du Dja, plus au Sud. (cf. carte en annexe 1). Les espaces de chasse et de cueillette de subsistance pour les populations villageoises, et l'espace agricole principalement cacaoyer, sont d'abord vécus et pratiqués. Ils se sont vus se réduire progressivement depuis une vingtaine d'années du fait de la délimitation des UFA.

## II. MATURITÉ DU COMMUN (FONCTIONNALITÉ, LATENCE, VULNÉRABILITÉ, ÂGE)

Dès lors que nous choisissons de partir d'une définition minimale des communes qui renvoie à une *praxis*, la question de la **maturité** de ce commun ne peut se comprendre que s'il est considéré comme un processus en cours. Issue d'un ensemble de pratiques concrètes, de relations sociales et de savoirs détenus par des populations rurales forestières, cette *praxis* se

<sup>18</sup> Objet d'une compensation par la société forestière.

veut « instituante ». Cette *praxis* instituante « *n'est ni la reconnaissance après coup du déjà existant, ni une création à partir de rien, mais elle fait exister du nouveau à partir des conditions existantes et par leur transformation* » (Dardot et Laval, 2014 : 232). Si cette pratique instituante réclame une certaine forme « d'acte conscient d'institution », elle ne relève pas explicitement, dans notre cas, d'une volonté consciente de transmission de savoirs et d'usages, mais d'une entente sur des intérêts communs plus ou moins objectivés face à la réduction des espaces forestiers nécessaires à l'exercice du droit de subsistance et à la sécurisation foncière.

Ce commun, bien qu'hypothétique, se donne déjà à voir dans une certaine **fonctionnalité** qui prend sa source au sein des comités paysans forêts (CPF) constitués pour lutter contre le braconnage dans les espaces forestiers communautaires, communaux et sous concessions. Les villageois qui composent ces comités « participent » à l'entretien et la surveillance de ces espaces ressources. De ce fait, les CPF sont des intermédiaires utiles entre les services des Eaux et Forêts et la compagnie forestière. Cette dernière a pris la charge d'organiser les CPF, de les former et de les défrayer<sup>19</sup>. Si une fonction de ces comités est de surveiller les espaces forestiers et de dénoncer les braconniers, une seconde apparaît en filigrane et en interne qui, elle, est disciplinaire. En effet, ces comités sont constitués des villageois, eux-mêmes chasseurs et interdits de chasser sur les espaces forestiers qu'ils sont censés surveiller. Ils sont formés et encadrés par la société forestière elle-même. Les CPF sont ainsi tout à la fois lieu d'apprentissage de la lutte contre le braconnage et un lieu de partage des informations, mais aussi de revendications et d'expression des mécontentements et des incompréhensions.

Toutefois un tel commun reste **en latence** car si les pratiques organisées de lutte contre le braconnage sont instituées, elles ne relèvent cependant pas d'un « acte conscient d'institution » au sens de Dardot et Laval (*op. cit.*). Mais la **vulnérabilité** de ce commun représente paradoxalement aussi sa force. Les CPF ont une fonction d'organisation sociale à travers les pratiques de surveillance, les règles de fonctionnement et de gouvernance à l'échelle inter-villageoise. Ils donnent à voir une certaine différenciation sociale du travail, notamment dans le rapport entre les groupes Bantou et Pygmées Baka, qui favorise la conscience d'une interdépendance sociale autour de la ressource forestière. Les CPF sont également un lieu de mise à l'épreuve des relations sociales d'interconnaissance locales à travers la dénonciation des braconniers, mais, dans le même temps, ils créent précisément du lien social qui s'ancre dans un sentiment d'injustice dans le rapport entretenu au territoire. Le territoire de chasse n'est pas seulement une question matérielle. Il renvoie également à des dimensions immatérielles qui peuvent être tout aussi importantes que les intérêts matériels. Toutefois elles sont peu reconnues. Le caractère odologique (E. Le Roy, 2011) du rapport au territoire pour les populations riveraines des forêts, et spécifiquement pour les groupes Pygmées Baka, rencontre les limites cartographiques, légales, fixes et circonscrites des concessions forestières d'exploitation du bois (UFA). Ces délimitations géométriques posent deux types de questions. D'une part, celui de considérer, y compris à travers l'histoire de l'occupation du territoire (sols, terre, finages, etc.), la nécessité de disposer de ces informations cartographiques dès lors qu'elles entrent dans la définition du commun « *au sein du triptyque ressource, communauté et règles* » (Leyronas, 2015). Mais, d'autre part, ces limites cartographiques matérialisent et s'incarnent dans des règlements sur les usages, dans la définition des catégories d'infractions et des sanctions. Ce faisant, la distinction juridique entre le chasseur-cueilleur et le braconnier tend à disparaître au profit d'une politique conservacionniste et délimitée de la ressource

<sup>19</sup> À hauteur de 70 000 francs CFA par réunion (105 €) afin qu'ils organisent les quatre réunions annuelles qui leur sont demandées. La société forestière finance également, dans le cadre de ses œuvres sociales, des projets d'infrastructures par l'intermédiaire de ces CPF.

forestière et faunique. Aussi, la participation des villageois au sein des CPF produit en retour une compréhension partagée de la part d'arbitraire qui est au fondement de la distinction entre chasseur de subsistance et braconnier hors-la-loi. Que ce soit à partir d'un critère technique, écologique ou spatial, le chasseur de subsistance ressemble désormais au braconnier. C'est à travers l'arbitraire qui est au fondement de la catégorisation de l'infraction, dont aucun villageois n'est désormais plus protégé ou exempt, qu'une *praxis* commune apparaît.

Aussi, s'il fallait donner un âge à ce commun, nous évoquerions un processus en gestation alimenté par un certain nombre d'évènements et de faits sociaux survenus depuis l'installation de la société forestière en 1997. Des premiers mouvements de mécontentements de la part des villageois qui aspiraient à l'emploi, jusqu'aux attentes et aux déceptions dans le mode de gestion local et l'utilisation des redevances forestières, ce commun s'est construit dans sa dimension expérientielle et historiquement située (Bollier, 2014 : 133). Aussi, il relève des communs qui « *ne dissipent pas les conflits, ils leur fournissent une ligne de tension dynamique* » (Cordonnier 2012, cité par S. Leyronas, note 1, août 2015). « *Ils sont un espace où s'exercent les rapports de pouvoir* » (Leyronas, *op. cit.*).

Stimulée par une certaine faiblesse des processus de décentralisation, ainsi qu'aux insuccès des expériences participatives locales dans la gestion des forêts communautaires (lourdeurs administrative et financière, appui temporaire des ONG, absence de soutien des Eaux et Forêts, exploitation abusive des essences forestières par des commerçants extérieurs, mauvaise gestion locale, conflits), l'émergence de ce commun potentiel est directement liée à une redistribution de nouveaux types de droits sur un même espace forestier au-delà de l'exclusivité attribuée à la production forestière.

### III. TYPE DE RESSOURCES PARTAGÉES ET STATUT FONCIER MOBILISÉ PAR LE COMMUN

Les ressources concernées sont constituées des espaces fonciers forestiers comprenant les stocks de ressources naturelles végétales et fauniques. De nombreuses rivières irriguent la région et caractérisent une importante production halieutique.

L'État détient le monopole sur la propriété du foncier forestier et conserve ainsi le pouvoir de redistribuer les espaces forestiers aux acteurs privés sous formes de concessions minières ou de production du bois ; sous forme aussi de sociétés de chasse sportive et de safaris et aux organisations internationales sous forme d'aires protégées pour la conservation de la biodiversité. Dans l'est du Cameroun, ces diverses modalités de concessions se trouvent réunies : les zones de conservation (réserve faunique du Dja en 1950, inscrite au Patrimoine de l'humanité de l'Unesco en 1987 : 526 000 ha), les zones cynégétiques privées et celles, soumises à la gestion communautaire (ZICC) connaissent un développement très récent, et les UFA. La région est couverte de forêts denses naturelles dont la majeure partie est sous concessions. L'augmentation des surfaces des UFA entre 2000 et 2014 (six UFA pour un total de 388 948 ha dont 341 708 ha certifiés FSC), l'insuffisance des superficies et de la qualité des forêts communautaires pour les pratiques agricoles, de chasse et de cueillette dans un contexte de croissance démographique, ont contribué à la redéfinition des limites géométriques et juridiques des espaces dédiés à la subsistance, et, ont engendré la manifestation de controverses nouvelles sur ces délimitations.

Ces divers espaces sous concessions se présentent, d'un point de vue des populations riveraines, comme autant de facteurs qui réduisent et remettent en question les territoires traditionnels de chasse. Les espaces restant autorisés aux productions agricoles et aux activités de chasse et de pêche et de cueillette sont les forêts communautaires qui n'atteignent pas

toutes les 5 000 ha autorisés et sont, comme nous l'avons vu ci-dessus, non opérationnelles et écologiquement très dégradées. Les ressources renouvelables et l'écosystème concerné par ce commun comprennent également tout un ensemble de savoirs et de techniques de gestion des ressources fauniques et halieutiques à travers les savoirs faire traditionnellement détenus par les villageois, notamment par les peuples Pygmées Baka (Bahuchet, 1997 ; Leclerc, 2012).

Juridiquement, les forêts communautaires et les espaces villageois appartiennent au domaine forestier non permanent de l'État. Celui-ci reste propriétaire et autorise les activités de production agricole, de chasse et de cueillette, suivant un plan simple de gestion. Les UFA et forêts communales appartiennent au domaine forestier permanent de l'État. Le fond appartient à l'État. Seul un titre de propriété privée a été obtenu par la société forestière pour ses bureaux : logement, usines, sur le site de Mindourou (agglomération rurale, titre enregistré aux Domaines, 2007). « *La loi 1994 octroie pour les concessions forestières un certain nombre de licences : convention d'exploitation, vente de coupe, permis d'exploitation, autorisation personnelle de coupe. Ces éléments confèrent à leur détenteur, sur la surface concédée, le droit de récolter exclusivement, pendant une période déterminée, les produits désignés, dans le titre d'exploitation, mais ne créent aucun droit de propriété sur le terrain y afférent. En outre, le bénéficiaire ne peut faire obstacle à l'exploitation des produits non mentionnés dans son titre d'exploitation* » (Bigombe Logo, 2007 : 8). Dans le titre d'exploitation de la société forestière ne sont mentionnées que les essences de bois d'œuvre. Toutefois, les droits d'usage s'imbriquent et la loi stipule, en son article 86, que les populations riveraines des UFA ont interdiction de pratiquer toute activité de chasse, cueillette, coupe au sein des forêts domaniales<sup>20</sup>. Dans le partage de ce territoire et considérant que les espaces des forêts communautaires sont trop dégradés, trop réduits, trop proches des champs agricoles, des habitations, des routes pour faire l'objet de territoire de chasse, il peut être dit que la pratique de la chasse de subsistance n'a plus d'espace pour se pratiquer.

#### IV. PARTENAIRES DU COMMUN

La définition d'une communauté reste toujours problématique. Une communauté n'est jamais homogène, mais se compose d'un certain nombre d'acteurs qui se différencient, se distinguent par le statut social, les liens de parenté (caste, clan, lignage, groupes d'âge ou de sexe), les conditions d'existence et de production (contrôle de la force de travail, maîtrise sur le foncier), les appartenances individuelles à des réseaux formels ou informels, etc. La communauté est constituée de pouvoirs hiérarchisés, donne à voir une dynamique complexe entre la légitimité de pouvoirs anciens et celle de nouvelles élites qui viennent s'y superposer ; elle est traversée par des inégalités et des rapports sociaux parfois conflictuels. Il en est ainsi de Mindourou où le commun se construit par et dans la dynamique des rapports sociaux entre différentes catégories d'acteurs : les acteurs privés, les services de l'État, les autorités décentralisées et coutumières, les populations villageoises organisées en comités, les notables locaux, les représentants des ONG et ceux de la recherche scientifique et technique. Ancré dans une collectivité territoriale, la commune de Mindourou, ce commun s'inscrit dans un contexte social et politique qui n'est pas sans connaître quelques tensions et conflits. Ces derniers sont liés aux scissions internes au conseil communal, mais également à la dynamique économique de la production forestière qui dégage des richesses et engendre dans le même temps des conflits

<sup>20</sup> Article 86 (1) : « *Sous réserve des dispositions de l'article 82 ci-dessus, la chasse traditionnelle est autorisée sur toute l'étendue du territoire, sauf dans les forêts domaniales pour la conservation de la faune et dans les propriétés des tiers* ».

quant à leur gestion et leur répartition au sein des autorités communales et villageoises. Toutefois, les principaux acteurs villageois actifs dans les institutions locales de gestion participative des forêts se retrouvent dans les divers comités tels les comités paysans forêt (CPF), les comités riverains (CR) associés au conseil communal, et les comités de gestion des forêts communautaires. Malgré tout, l'expérience participative déjà ancienne a su formater des comportements nouveaux et entreprenants.

Le milieu associatif et non gouvernemental est présent à Mindourou et Lomié. L'association AAFEBEN est une ONG locale associée à l'ONG internationale Man & Nature. Dans le cadre d'un projet financé par l'AFD<sup>21</sup>, AAFEBEN et Man & Nature sont associées pour développer et structurer la filière de produits forestiers non ligneux (PFNL). Cette convention a pour objet l'établissement d'un modèle innovant de conservation de la biodiversité, basé sur le développement des filières économiques au bénéfice des populations locales, avec l'appui du secteur privé du Nord. AAFEBEN travaille pour le développement des filières économiques durables telles que le moabi, la mangue sauvage et le njansang. L'installation de ces filières a permis de mettre en place deux types d'organisation. L'une au niveau des communautés avec les pôles de production regroupés autour de la coopérative Centre vert de Lomié (CVL) et une deuxième au niveau de Yaoundé où les quatre organisations partenaires à Man & Nature sont regroupées en coopérative pour faciliter la transformation, améliorer la qualité des produits et être compétitifs sur le marché national et international (rapport Man & Nature, juin 2016).

Un partenariat AAFEBEN, Man & Nature et le Cirad est envisagé afin d'apporter des éléments de connaissance et des indicateurs sur deux axes de recherche. D'une part, il s'agira d'évaluer la capacité de la production des PFNL à améliorer les revenus des ménages et, partant, à se substituer aux revenus de la chasse et à agir sur la diminution de la chasse comme source de revenus. La chasse pourrait être présente dans les limites de la subsistance et pourrait faire l'objet d'une redéfinition légitime et légale. D'autre part, le Cirad apportera également des connaissances scientifiques sur l'impact écologique de la collecte des PFNL sur les écosystèmes forestiers.

Dans le cadre du projet Man & Nature une ouverture du territoire des UFA pour la collecte de certains produits forestiers non ligneux (liste de quatre ou cinq produits) est nécessaire, possible et déjà négociée avec l'entreprise forestière dans un accord entre cette dernière et les femmes collectrices rassemblées dans l'association locale AAFEBEN, basée à Lomié.

## **V. TYPES DE MENACE AUQUEL LE COMMUN DOIT FAIRE FACE**

Les forêts ne sont pas un bien public. Leur exploitation entre dans le cadre des politiques publiques de gestion et de production des ressources naturelles nécessaires à la production des richesses nationales et au développement économique du Cameroun. De ce fait, les concessions forment des enclosures dans le sens d'une limitation d'accès aux ayants droit et aux populations riveraines au-delà de la subsistance. Mais ce n'est pas tant le phénomène d'enclosure qui menacerait l'émergence d'un commun, plutôt celui d'une tension grandissante dans le rapport entre la tolérance et la sanction en matière de chasse et de collecte des produits forestiers non ligneux, dès lors que ces pratiques sont assimilées à des infractions vécues comme arbitraires. La croissance démographique représente une menace pour le commun dans la mesure où la concentration des densités humaines au centre de la communauté rurale augmente la pression sur l'espace agricole limitrophe déjà saturé. La croissance démographique représente

<sup>21</sup> Convention n° 1507\_CONV\_MAN\_AAF\_CM.



également une augmentation rapide des besoins en produits agricoles et en protéines animales. Entre 70 et 90 % des protéines animales consommées dans ces milieux ruraux proviennent de la viande de brousse (FAO, 2014), à cela vient s'ajouter l'augmentation de la demande urbaine.

Ce contexte engendre des risques auxquels le commun doit faire face à la fois en interne et à l'extérieur. En interne, la gestion et la surveillance des forêts (communautaires et sous concession) par les villageois, eux-mêmes chasseurs-cueilleurs, ou bénéficiant de la chasse et de la cueillette de leurs voisins ou parents, subissent des pressions grandissantes. Celles-ci sont liées à deux facteurs : le premier a trait aux pratiques locales de commercialisation des produits de la chasse au-delà de la subsistance du fait de la difficulté des familles à trouver des revenus afin de couvrir leurs besoins en santé et éducation. Le second, de plus grande envergure, relève de la commercialisation à plus grande échelle, et partant, au grand braconnage qui, depuis l'époque coloniale, alimente un marché lucratif.

Une rupture de l'équilibre entre dénonciation et non dénonciation du braconnage met en danger le commun évoqué ici. Dans un milieu d'interconnaissance, la délation n'est pas réellement envisagée. Aussi la pression sur les villageois pour dénoncer les contrevenants risque de corrompre les liens sociaux qui constituent le commun. La recherche de trop grands profits dans la chasse ou la collecte des PFNL engendre une concurrence forte et d'usagers, les villageois deviennent des consommateurs, les « commoneurs » se transforment en concurrents. *« Nous sommes tellement habitués à entendre parler du "citoyen consommateur" que nous en avons perdu jusqu'à la possibilité de concevoir le citoyen comme un usager parce qu'il nous est devenu difficile de comprendre que l'usage ne se réduit pas à la consommation »* (Laval C. et Dardot P., 2015, p. 4).

Au-delà, c'est l'ensemble du principe participatif qui est en question.

## **VI. ENJEUX LIÉS À L'ÉMERGENCE, LE MAINTIEN, LE RENFORCEMENT OU LA DISPARITION DU COMMUN**

### **1. LES ENJEUX LIÉS À LA NOTION DE PROPRIÉTÉ VERSUS COMMUN**

La question de la multifonctionnalité des territoires, de l'accès aux ressources, de la superposition des droits est sous-jacente à l'émergence de ce commun. Superposition des droits de production des concessions forestières pour le bois d'œuvre, des droits d'usage « d'un nouveau type » au-delà de la consommation qui seraient des droits de « *garde, d'entretien et de préservation* » (Laval et Dardot, 2015 : 2). Les droits de propriété sont culturellement et historiquement situés et malléables (Bollier 2014 : 107). Le renforcement d'un commun favorise l'émergence d'un processus de décision partagé sur l'utilisation des espaces forestiers en accord avec les sociétés forestières. L'enjeu est ici de confronter et d'associer des représentations du territoire partagées. Le territoire odologique (Le Roy, 2011), le territoire « vécu » (de Certeau, 1990) où les droits à la mobilité, la transhumance, le nomadisme sont connus et négociés.

### **2. LES ENJEUX CULTURELS ET SOCIAUX : GENRE, PEUPLES AUTOCHTONES ET RAPPORTS SOCIAUX**

Ces enjeux sont d'abord associés à ceux inscrits dans la Déclaration des droits de l'homme, et concernent les Objectifs du développement durable tels que la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités. La marginalisation et la paupérisation de groupes de populations déjà vulnérables (Baka, mais aussi femmes – monde rural paupérisé) renvoient aux enjeux éthiques, humanitaires. Il y est question de reconnaissance de la dignité humaine des

peuples Baka (Pygmées – autochtones) à travers l'amélioration de leurs conditions à définir leurs droits et leurs intérêts, mais aussi à construire un « vivre ensemble » local, en incluant la notion d'une « *citoyenneté autochtone* » (Karpe, 2016). De même, il est à noter que les femmes sont « *plus dépendantes des communs pour leur subsistance, leur autonomie et leur socialité* » (Federici, citée par Bollier, 2014 : 100).

Le site de Mindourou est « idéaltypique » (au sens de Max Weber) : Il permet de poser une hypothèse au niveau local (et de la résoudre en la replaçant dans un contexte national et international) de la reconnaissance des peuples autochtones (Baka) en termes de porteurs de droits spécifiques dans une approche intégrant dans le même temps les intérêts des populations villageoises (Bantou) dans leur ensemble. Il s'agit de reconnaître l'interdépendance des groupes ethniques et culturels distincts dans une approche sociale, politique et économique des droits de subsistance pour tous, de la juste répartition des richesses et de l'accès aux ressources naturelles. Et de reposer, par là-même, les questions de l'extraction des productions rurales au profit des élites urbaines (bois, gibier).

### **3. ENJEU DE LA REDÉFINITION DES CATÉGORIES JURIDIQUES DE LA CHASSE VERSUS BRACONNAGE**

L'enjeu est de re-questionner l'interprétation des normes juridiques et les définitions des infractions et des sanctions du braconnage, et de redéfinir les contours juridiques d'une chasse de subsistance, élargie « au droit de vivre ». Il s'agit surtout de sanctionner le grand braconnage qui reste impuni et de lutter contre la corruption qu'il engendre.

### **4. ENJEU DE L'INTÉGRATION LOCALE DES SOCIÉTÉS PRIVÉES ET DE LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE LA RSE**

L'émergence et le renforcement d'un commun favoriseraient une assimilation sociale, économique et politique de la concession forestière dans la vie du village, ce qui est une revendication implicite et omniprésente. L'espace privilégié de la concession forestière au cœur d'une agglomération rurale pauvre est source de conflits et de ressentiments. L'émergence et le renforcement d'un commun relève ainsi également d'une volonté de paix sociale locale.

Au niveau international, l'enjeu du renforcement d'un commun local est à relier à la lutte contre l'exode rural et l'émigration vers l'international. Et dans la prise en compte des questions éthiques, l'image de marque et la responsabilité sociale et environnementale (RSE) de l'entreprise forestière seraient rendues visibles au-delà de la seule certification FSC.

L'émergence et le maintien des communs sont à considérer également dans le cadre des décisions politiques au sein du contexte des renégociations des Accords de partenariats économiques (APE).



## BIBLIOGRAPHIE

Bigombe Logo, P., 2007, *Les régimes de la tenure forestière et leurs incidences sur la gestion des forêts et la lutte contre la pauvreté au Cameroun*, Yaoundé, FAO.

Boutinot L., Karpe P., Iyebi Mandjek O., Fache V. et G.-P. Dkamela, 2016, « La gestion participative des forêts au service de l'amélioration des conditions de vie des populations locales : vers la création d'un espace de développement commun ? », In : Butoud G., Nguingiri J.-C. (eds), *La gestion inclusive des forêts d'Afrique centrale. Passer de la participation au partage des pouvoirs*, FAO-CIFOR, Libreville-Bogor, pp 63-77. <http://www.cifor.org/library/6131/la-gestion-inclusive-des-forets-dafrique-centrale-passer-de-la-participation-au-partage-des-pouvoirs/>

De Certeau, Michel 1990, *L'invention du quotidien*, 1- arts de faire, Paris, Gallimard.

Daou Joiris, V., Bigombe Logo, P. et S- C Abega (+), « La gestion participative des forêts en Afrique centrale », *Revue d'ethnoécologie* [en ligne], 6 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://ethnoecologie.revues.org/1960>, DOI : 10.4000/ethnoecologie.1960

Dardot P. et C. Laval, 2014, *Commun. Essai sur la Révolution au xxi<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 600 p.

Karpe, P., Tiouka A., 2013, « Au-delà du juridisme: la décolonisation progressive des Amérindiens de Guyane française ». In Maude Elfort M., Roux V. *La question autochtone sur le plateau des Guyanes*. Collection Droit d'outre-mer. Presses universitaires d'Aix-Marseille, Aix-Marseille.

Laval C. et Dardot P., 2015, « Le principe du commun, principe d'un nouveau droit d'usage », *Les Possibles*, n° 5, Hivers 2015, pp 13- 17.

Le Roy, E., 2011, *La terre de l'autre. Une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*, Paris, LGDJ Fondation Maison des science de l'Homme, 441 p.

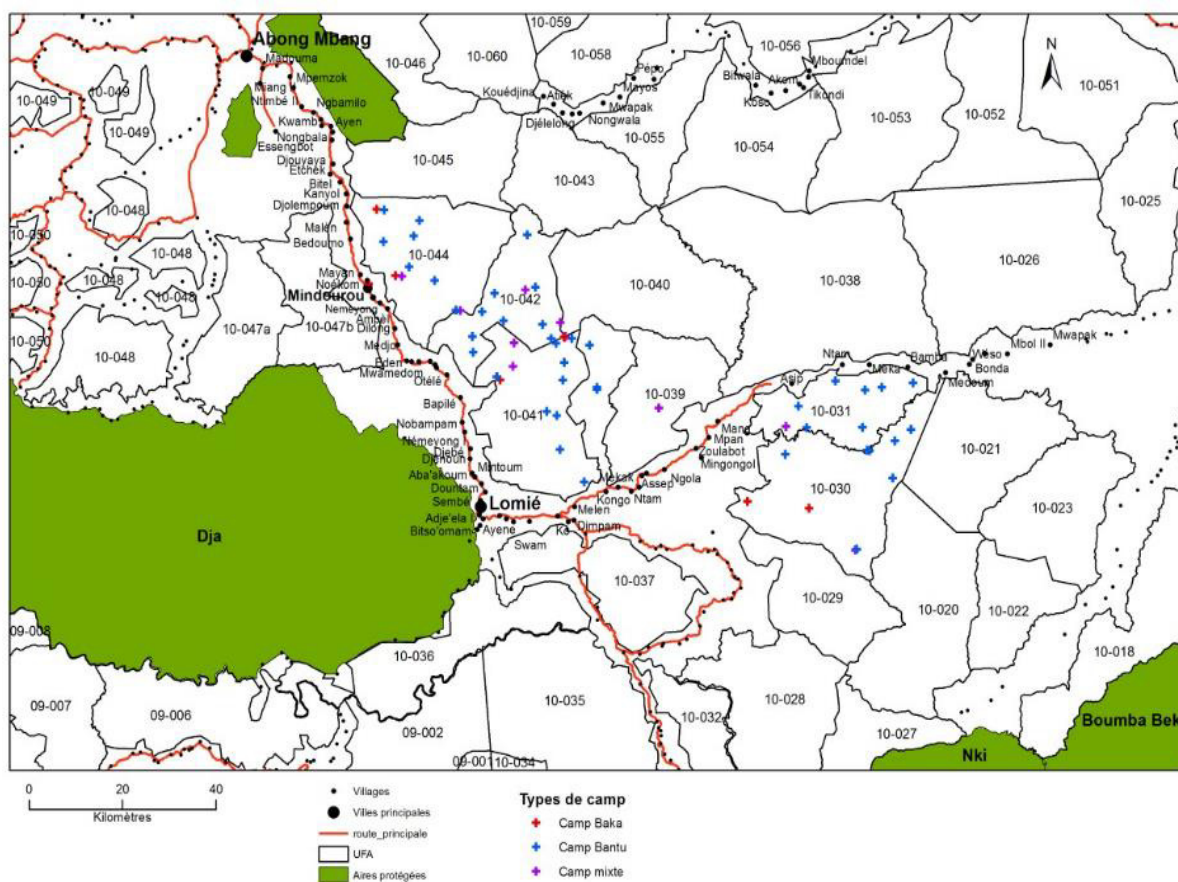
Mbom, D., 2016, *Les comités locaux et le défi de la gestion partagée des ressources forestières dans le Sud-Est Cameroun : implication des riverains Baka/Bantous*, mémoire de fin d'étude M2, AgroParisTech-MNHN, Paris, 89 p.

Minard P., 2014, « Edward P. Thompson, le romantique radical », Introduction à Thompson, E.P., *La guerre des forêts*, Paris, Editions La Découverte, p. 14.

Thompson, E.P., 2014, *La guerre des forêts*, Paris, Paris, Éditions La Découverte, 196 p.

## Annexe

### Occupation des espaces forestiers par la chasse illégale au Sud-Est Cameroun (2015)



Source : Poste forestier de Mindourou MINFOF. *Campements actifs en 2015*. Réalisée par Fauvet N. et Gond V. du Cirad, à partir de données recueillies par D. Mbom (2016).